



Olivier Mocquard

Commissaire aux comptes

Parc d'Activités Ragon  
3 rue Maria Telkes  
44119 TREILLIÈRES

tél. : 02 40 14 57 57  
fax : 02 40 37 01 02

[nantes@equivalences.fr](mailto:nantes@equivalences.fr)

[www.equivalences.fr](http://www.equivalences.fr)

S.A.R.L. de Commissariat aux Comptes  
au capital de 35 000 euros  
RCS Nantes B 414 655 829

Membre de la  
Compagnie Régionale de Rennes

MAISON FAMILIALE RURALE  
D'EDUCATION ET  
D'ORIENTATION DE  
MACHECOUL  
Association

Boulevard des Régents  
**44270 MACHECOUL**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX  
COMPTES SUR LES COMPTES  
ANNUELS

**EXERCICE 2024**

## **Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

### **Assemblée Générale relative à l'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux Membres de l'Association « Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Machecoul »,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association « Maison Familiale Rurale d'Education et d'Orientation de Machecoul » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L 823-53 du Code de Commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ces appréciations ont porté sur l'analyse des produits « Concours publics et Subventions » et « Prestations de service », ressources en provenance de tiers financeurs ainsi que de financements des organismes de formation. Nous nous sommes attachés à contrôler la correcte affectation des produits à l'exercice 2024 et

la conformité du traitement comptable des produits constatés d'avance, produits à recevoir.

Concernant les prestations de services, nos contrôles conduisent à valider la comptabilisation des produits de formation, notamment par des sondages sur l'exhaustivité, la reconstitution, le cut-off. Nos sondages, par rapprochement des prestations OPCO avec les contrats de prise en charge, sont satisfaisants.

Nos travaux n'appellent pas d'observation particulière.

Les appréciations, ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels, des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres, étant précisé qu'aucun document n'a été porté à notre appréciation.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-54 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Treillières,  
Le 12 mars 2024

Pour la S.A.R.L. EQUIVALENCES AUDIT,  
**O. MOCQUARD**  
Commissaire aux Comptes

**BILAN****Actif**

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	18 205	12 295	5 910	7 944
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	178 082	60 531	117 551	122 563
Constructions	4 321 910	2 849 477	1 472 433	1 307 524
Installations techniques, mat. et outillage indus.	2 121	817	1 304	956
Autres immobilisations corporelles	764 098	585 662	178 436	167 370
Immobilisations corporelles en cours	6 168		6 168	11 799
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	126		126	123
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 000		5 000	5 000
<b>Total I</b>	<b>5 295 710</b>	<b>3 508 782</b>	<b>1 786 928</b>	<b>1 623 279</b>
<b>Stocks et en-cours</b>				
Stock et en-cours	4 177		4 177	3 608
<b>Créances</b>				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhr., usagers et cpt. Rattachés	137 946	1 275	136 671	156 962
Autres créances	103 862		103 862	52 080
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>71 797</b>		<b>71 797</b>	<b>71 797</b>
Instruments de trésorerie				
<b>Disponibilités</b>	<b>751 011</b>		<b>751 011</b>	<b>869 320</b>
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>25 876</b>		<b>25 876</b>	<b>19 045</b>
<b>Total II</b>	<b>1 094 669</b>	<b>1 275</b>	<b>1 093 394</b>	<b>1 172 812</b>
<b>Frais d'émission des emprunts III</b>				
<b>Primes de remboursement des obligations IV</b>				
<b>Ecart de conversion (actif) V</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>6 390 379</b>	<b>3 510 057</b>	<b>2 880 322</b>	<b>2 796 091</b>
<b>Rubriques</b>	<b>Montant brut</b>		<b>Montant net N</b>	
<b>Engagements reçus</b>				
<b>Legs nets à réaliser :</b>				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				

Autorisés par l'organisme de tutelle ;  
Dons en nature restant à vendre.

**Passif**

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
<b>Fonds propres avec droit de reprise statutaires</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
<b>Réserves statutaires ou contractuelles</b>		
<b>Réserves pour projet de l'entité</b>		
<b>Autre</b>		
Report à nouveau	1 086 513	1 170 156
Excédent ou déficit de l'exercice	44 142	(83 642)
Situation nette (sous total)	<b>1 130 656</b>	<b>1 086 514</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	580 731	588 606
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>1 711 387</b>	<b>1 675 120</b>
<b>Fonds dédiés</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>Provisions</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	59 494	70 792
<b>Total III</b>	<b>59 494</b>	<b>70 792</b>
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	856 705	775 238
Emprunts et dettes financières divers	429	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 391	46 162
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	131 906	109 108
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 906	13 873
Autres dettes	15 914	21 842
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	41 190	83 956
<b>Total IV</b>	<b>1 109 441</b>	<b>1 050 179</b>
<b>Ecart de conversion (passif) (V)</b>		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 880 322</b>	<b>2 796 091</b>

**COMPTE DE RESULTAT**

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Ventes de marchandises		176
Production vendue :		
- Biens		
- Services	1 608 899	1 463 146
<b>Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>1 608 899</b>	<b>1 463 322</b>
<b>Dont exportation</b>		
Production stockée		
Production immobilisée		
Concours Publics et subventions d'exploitation	636 711	591 116
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	28 752	28 089
Cotisations	2 443	2 432
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
Autres produits (hors cotisations)	51	34
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>2 276 856</b>	<b>2 084 994</b>
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements	115 965	115 936
Variation de stocks	(569)	(1 364)
Autres achats et charges externes	552 071	563 699
Impôts, taxes et versements assimilés	29 731	27 409
Salaires et traitements	1 028 836	997 475
Charges sociales	386 664	359 118
Dotations aux amortissements sur immobilisations	187 591	167 946
Dotations aux provisions immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		1 611
Dotations aux provisions sur exploitation		2 603
Engagement à réaliser des ressources affectées		
Autres charges	6 696	3 235
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>2 306 985</b>	<b>2 237 667</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(30 129)</b>	<b>(152 673)</b>
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun :		
- Excédent ou déficit transféré (III)		
- Déficit ou excédent transféré (IV)		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	13 941	8 651
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		

<b>Produits financiers</b>	<b>13 941</b>	<b>8 651</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions	618	618
Intérêts et charges assimilées	18 112	14 778
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Charges financières</b>	<b>18 730</b>	<b>15 396</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(4 789)</b>	<b>(6 745)</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS</b>		
<b>Rubriques</b>	<b>Montant N</b>	<b>Montant N-1</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	14 898	10 168
Produits exceptionnels sur opérations en capital	64 731	58 422
Reprises sur provisions et transferts de charges	11 179	9 188
<b>Produits exceptionnels</b>	<b>90 808</b>	<b>77 778</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 381	109
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 224	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>Charges exceptionnelles</b>	<b>8 605</b>	<b>109</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>82 203</b>	<b>77 669</b>
<b>Impôt sur les bénéfices</b>	<b>3 143</b>	<b>1 893</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>2 381 605</b>	<b>2 171 423</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>2 337 463</b>	<b>2 255 065</b>
<b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>	<b>44 142</b>	<b>(83 642)</b>

### **Evaluation des contributions volontaires en nature**

<b>Rubriques</b>	<b>Montant N</b>	<b>Montant N-1</b>
<b>Répartition par nature de ressources</b>		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>MONTANT TOTAL DES RESSOURCES</b>		
<b>Répartition par nature de charges</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
<b>MONTANT TOTAL DES EMPLOIS</b>		



## **Principes comptables, méthodes d'évaluation**

### **I – INFORMATIONS GENERALES**

#### **a – Objet social, activités et moyens mis en œuvre**

L'association a pour but :

- 1) de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant la MFR CFA.
- 2) d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la MFR CFA.
- 3) de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la MFR CFA et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial.

**L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue.**

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement, dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association.

La MFR-CFA dispose de moyens humains soit 18 bénévoles, 30 salariés et 251 adhérents.

Elle dispose également de moyens techniques telle qu'une salle informatique équipée de 42 postes ainsi que d'un terrain de travaux pratiques situé sur le site de la forêt.

#### **b : Faits marquants de l'exercice :**

La MFR-CFA s'est lancée dans un programme de rénovation de son internat garçons.

Les travaux sont se réalisés en 3 phases.

## **II – PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES**

**Se référer au Code de commerce** : article 9 &11, décret n°83-1020 du 29 novembre 1983, article 7.21, 24 débuts, 24-1, 24-2 et 24-3 - règlements ANC N°2014-03 et N°2018-06).

**a) Principes généraux**

Les présents états financiers (bilan – compte de résultat et annexe) couvrent la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2024, soit une durée de douze mois.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général, ainsi que du règlement 2018-06 de l'ANC homologué par arrêté ministériel du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, selon les principes suivants :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes,
- Comptabilité au coût historique,
- Indépendance des exercices,
- Règles de prudence et sincérité des comptes.

Par dérogation aux principes comptables de présentation, les charges et les produits sur exercices antérieurs sont présentés avec les charges et produits exceptionnels. Ils ne perturbent pas ainsi les charges et produits d'exploitation.

**b) Changements comptables**

Aucune modification n'a été apportée aux comptes des exercices antérieurs présentés.

**MODE D'EVALUATION DES PRINCIPAUX POSTES**

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

**a) Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- |                                       |               |
|---------------------------------------|---------------|
| • Logiciels                           | de 3 à 5 ans  |
| • Agencement terrains                 | de 6 à 10 ans |
| • Constructions                       | de 5 à 30 ans |
| • Agencements des constructions       | de 5 à 10 ans |
| • Matériel de transport               | de 5 à 8 ans  |
| • Matériels de bureau et informatique | de 2 à 10 ans |

- Mobilier et matériels pédagogique de 3 à 10 ans
- Mobilier et matériel d'internat de 3 à 12 ans

**b) Immobilisations financières**

Les immobilisations financières sont évaluées à leur coût initial.

**c) Créances**

Elles sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

**d) Subventions d'équipement**

Les subventions d'équipement perçues pour des investissements immobiliers ou pour l'acquisition de matériel d'exploitation font l'objet d'un amortissement échelonné sur 5 à 30 ans selon la durée d'amortissement des biens auxquels elles se rapportent.

**e) Valeurs mobilières de placement**

Elles font l'objet d'une valorisation au coût historique.

**f) Provision pour risques et charges**

L'association a procédé à l'évaluation de son engagement retraite, à savoir son passif social au titre des indemnités de fin de carrières. L'engagement de l'association se définit en deux points :

- l'engagement correspondant aux services antérieurs, c'est-à-dire à savoir selon l'ancienneté du salarié acquise à la date d'évaluation,
- l'engagement correspondant aux services futurs, c'est-à-dire aux droits susceptibles d'être acquis par le salarié entre la date d'évaluation et la date probable de départ en retraite.

L'estimation des engagements prend en compte la probabilité pour un salarié d'être présent dans l'association à la date de son départ en retraite. Elle est pondérée par un taux d'actualisation financier.

Pour estimer le montant de l'engagement passé et futur de l'association et définir le plan de financement personnalisé, l'étude actuarielle est réalisée à partir des paramètres économiques, sociaux et techniques propres à l'association.

Paramètres économiques : le taux d'actualisation retenu est de 2.95 % par an.

Paramètres sociaux : convention collective des Maisons Familiales rurales.

- l'augmentation annuelle des salaires de 1 %.
- le départ est prévu à 67 ans pour l'ensemble du personnel, sauf pour les salariés les plus âgés, il s'étale de 60 à 65 ans.
- le taux de rotation retenu est de 1 % pour tous les salariés.
- le départ intervient à l'initiative du salarié.
- le taux de charges sociales patronales est de 42 % pour les non cadres et 43 % pour les cadres.

Paramètres techniques :

- la table de mortalité utilisée est la table réglementaire INSEE 2018-2020 Donnée définitives.
- la méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective prorata temporis,
- les plans de financement sont établis à partir des salariés en CDI présents à la clôture.

L'engagement en matière de retraite s'élevait, au 31 décembre 2023 à 70792 euros. Une reprise de 11298 € a été enregistrée. Au 31 décembre 2024, l'engagement est évalué à 59494 Euros.

**g) Emprunts****Dettes garanties par des sûretés réelles :**

Emprunt auprès du Crédit Agricole pour un solde au 31/12/2023 de : 146 875.16 € (hypothèque)

Emprunt auprès de la Caisse d'Epargne pour un solde au 31/12/2023 de : 203 951.11 € (hypothèque)

Emprunt auprès du Crédit Agricole pour un solde au 31/12/2023 de : 11852.20 € (nantissement)

Emprunt auprès de la Caisse d'Epargne pour un solde au 31/12/2023 de : 4 210.02 € (nantissement)

Emprunt auprès du Crédit Agricole pour un solde au 31/12/2023 de : 244 223.04 € (caution simple : Garantie CAMCA).

Emprunt auprès du Crédit Agricole pour un solde au 31/12/2023 de : 244 223.04 € (sans garantie)

**h) Volontariat associatif et engagement éducatif**

(Article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif)

Les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 euros et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 euros doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Cette disposition est applicable à notre association.

Pour l'exercice 2024, le montant des rémunérations concernées par ce texte législatif et versé par notre association est égal à 0 €.

**III – NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT****a - Comptabilisation des cotisations**

La comptabilisation des cotisations en produits est réalisée dès leur encaissement effectif.

**b – Les contributions volontaires en nature**

Le temps des bénévoles de la gouvernance, au regard des mandats avec fonction élective ne sont pas des contributions en nature.

Il n'y a pas de contribution en nature enregistrée en comptabilité.

**c - Informations sur les concours publics et subventions reçues**

		Montant		
Concours publics	Etat-DRAFF			
	Taxe d'apprentissage	28 247 Euros		
	Conseil départemental			
	CAF			
Subvention d'exploitation	Etat Draff	558 992 Euros		
	Autres	49 471 Euros		
Subvention d'investissement	Etat			
	CARSAT			

**IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS****Immobilisations**

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	18 205			18 205
Terrains	179 887		1 805	178 082
Constructions sur sol propre	2 584 645		1 470	2 583 175
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	1 443 742	316 110	21 117	1 738 735
Installations techniques et outillage industriel	2 121			2 121
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	81 114			81 114
Matériel de bureau, informatique et mobilier	689 363	43 982	50 362	682 983
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	11 799		5 631	6 168
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	4 992 671	360 092	80 385	5 272 378
Participations	123	3		126
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières	5 000			5 000
Total des immobilisations financières	5 123	3		5 126
<b>TOTAL</b>	<b>5 015 999</b>	<b>360 095</b>	<b>80 385</b>	<b>5 295 710</b>

**Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)**

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	10 261	2 034		12 295
Terrains	57 324	4 925	1 718	60 531
Constructions sur sol propre	2 720 625	148 063	19449	2 849 239
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	6872	1472		8 344
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	72 663	2 920		75 583
Mat de bureau et informatique, mobilier	524 975	28 175	50 362	502 788
Emballages récupérables et divers				
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	3 382 459	185 555	71529	3 496 485
<b>TOTAL</b>	<b>3 392 720</b>	<b>187 589</b>	<b>71 529</b>	<b>3 508 782</b>

## PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

### Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>				

### Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	70 792		11 298	59 494
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL</b>	<b>70 792</b>		<b>11 298</b>	<b>59 494</b>

### Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	3 892		2 617	1 275
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL</b>	<b>3 892</b>		<b>2 617</b>	<b>1 275</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>74 684</b>		<b>13 915</b>	<b>60 769</b>



## ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

### ÉTAT DES CRÉANCES

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	5 000	5 000	
<b>Total de l'actif immobilisé</b>	<b>5 000</b>	<b>5 000</b>	
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	137 946	137 946	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	957	957	
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers	72 776	72 776	
Groupes et associés	2 822	2 822	
Débiteurs divers	19 692	19 692	
<b>Total de l'actif circulant</b>	<b>234 193</b>	<b>234 193</b>	
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>25 876</b>	<b>25 876</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>265 069</b>	<b>265 069</b>	

### ÉTAT DES DETTES

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	855 553	79 876	270 227	505 449
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	48 537	48 537		
Personnel et comptes rattachés	24 764	24 764		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	89 656	89 656		
Impôts sur les bénéfices	3 143	3 143		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	14 343	14 343		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	11 906	11 906		
Groupe et associés	429	429		
Autres dettes	18 767	18 767		
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	41 190	41 190		
<b>TOTAL</b>	<b>1 108 289</b>	<b>332 611</b>	<b>270 227</b>	<b>505 449</b>

VARIATION DES FONDS PROPRES

Rubriques	Montant début exercice	Affectation du résultat	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	1 170 156			83 642	1 086 513
Excédent ou déficit de l'exercice	(83 642)	83 642	44 142		44 142
Situation nette	1 086 513	83 642	44 142	83 642	1 130 655
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	588 606		89 056	96 931	580 731
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires					
Commodat					
TOTAL	1 675 119	83 642	133 198	180 573	1 711 386

EMPLOIS ET EVALUATIONS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Emplois des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	
Prestations en nature	
Personnel bénévole	
TOTAL	

Ressources des contributions volontaires en nature - Exercice N	Montant
Bénévolat	0
Prestations en nature	
Dons en nature	
TOTAL	

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	16	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	14	
Ouvriers		
TOTAL	30	

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	1 152
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 661
Dettes fiscales et sociales	34 686
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	218
Autres dettes	2 854
TOTAL	52 571

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	76 922
- Autres créances	
<i>dont avoirs à recevoir</i>	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	76 922

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
PCA Aide Soutien Formation CFA/ERASMUS/NPEC Apprentissage		41 190
CCA Assurances et Autres Charges	25 876	
TOTAL	25 876	41 190

TABLEAU I - RESSOURCES DE L'ORGANISME

Origine des fonds	Montant		Montant	
	Année N		Année N-1	
	En K€	En %	En K€	En %
<b>I. Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers</b>				
Entreprises ..				
Etat, Collectivités locales, Etablissements publics .....				
Entreprises VIA OPCO .....	786	76%	773	82%
Particuliers .....				
Sous-total I	786	76%	773	82%
<b>II. Ressources provenant des pouvoirs publics</b>				
Instances européennes .....				
Etat .....				
Autres collectivités territoriales .....	250	24%	165	18%
Sous-total II	250	24%	165	18%
<b>III. Autres</b>				
Autres organismes de formation .....				
Autres ressources .....				
Sous-total III	0	0%	0	0%
<b>TOTAL DES RESSOURCES</b>	<b>1 036</b>	<b>100%</b>	<b>938</b>	<b>100%</b>

TABLEAU II - Décomposition des actions de formation par finalité

Finalités des actions	Volumes financiers			
	Année N		Année N-1	
	Montant en K€	%	Montant en K€	%
Diplômantes * (1) .....	1 036	100%	938	100%
Perfectionnement professionnel et qualifiant * (2) .....				
Insertion sociale .....				
Total .....	1 036	100%	938	100%
(1) diplômes nationaux, titres homologués.				
(2) certificats de branches, certificats d'entreprise, attestations.				

Tableau III - Conventions de ressources publiques affectées

Convention	Montant initial	Suivi exécution		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
Autres Régions		0	0	0